A° 1935.  N° 58.

PUBLICATIEBLAD.

BESCHIKKING *van den 9den Juli 1935, No. 981, bepalende de plaatsing in het Publicatieblad van het Koninklijk besluit van den 18den Mei 1935 (Staatsblad No. 288), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van de op 10 Februari 1935 te 's Gravenhage tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Roemenië gesloten clearingsovereenkomst.*

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen de missive d.d. 5 Juni 1935, 4de en 7de Afdeeling, No. 25/319, van den Minister van Staat, Minister van Koloniën, waarbij ter bekendmaking is ontvangen het Koninklijk besluit van den 18den Mei 1935 (Staatsblad No. 288) bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van de op 10 Februari 1935 te 's Gravenhage tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Roemenië gesloten clearingsovereenkomst.

Heeft goedgevonden te bepalen:

dat voormeld Koninklijk besluit van den 18den Mei 1935 (Staatsblad No. 288), nevens afschrift dezer beschikking, in het *Publicatieblad* zal worden geplaatst.

De Gouverneur voornoemd,

VAN SLOBBE.

Uitgegeven den 17den Juli 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
GRONEMEIJER.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de op 10 Februari 1935 te *'s-Gravenhage* tusschen het Koninkrijk der *Nederlanden* en het Koninkrijk *Roemenië* gesloten clearingovereenkomst, van welke overeenkomst een afdruk en eene vertaling bij dit Besluit zijn gevoegd;

Gelet op artikel 2 der Wet Internationaal Betalingsverkeer 1934 (*Staatsblad* n⁰. 583);

Overwegende, dat genoemde overeenkomst voor *Nederland, Nederlandsch-Indië, Suriname* en *Curaçao* op den dag van de onderteekening is in werking getreden;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 15den Mei 1935, Directie van het Protocol, n⁰. 16467;

Hebben goedgevonden en verstaan:

bovengenoemde overeenkomst, alsmede de vertaling daarvan te doen bekend maken door de plaatsing van dit Besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

Het Loo, den 18den Mei 1935.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

DE GRAEFF.

Uitgegeven den *een en twintigsten* Mei 1935.

De Minister van Justitie,

VAN SCHAIK.

Arrangement de clearing entre le royaume des Pays-Bas et le royaume de Roumanie.

Le Gouvernement néerlandais et le Gouverment roumain, désirant de faciliter le règlement des paiements entre les Pays-Bas et la Roumanie, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article Ier.

Le règlement des créances résultant de l'importation de marchandises néerlandaises en Roumanie et de marchandises roumaines aux Pays-Bas se fera exclusivement par le système défini ci-après.

Il est bien entendu, qu'en tout ce qui concerne le présent Arrangement, les expressions „Pays-Bas" et „néerlandais" visent le territoire du Royaume en Europe aussi bien qu'en dehors de l'Europe.

Article II.

Seront considérées comme marchandises néerlandaises :

a) toutes marchandises d'origine néerlandaise, ainsi que toutes marchandises qui ont été ouvragées ou transformées aux Pays-Bas de manière suffisamment intensive pour donner à ces marchandises un caractère nettement national :

b) toutes marchandises d'origine non-européenne ayant fait l'object d'un courant commercial régulier entre la Roumanie et les Pays-Bas antérieurement à l'entrée en vigueur du présent Arrangement et qui seront importées en Roumanie par l'intermédiaire d'une maison néerlandaise établie aux Pays-Bas pourvu que cette maison ait fait ce commerce aussi avant l'entrée en vigueur de cet Arrangement.

Il sera réservé au Gouvernement néerlandais de déterminer pendant la durée du présent Arrangement, la proportion dans laquelle les deux catégories de marchandises susmentionnées seront admises au système de clearing conformément aux dispositions du présent Arrangement.

De même ce Gouvernement a le droit de disposer que le règlement, selon les dispositions du présent Arrangement, des créances résultant des exportations néerlandaises sera soumis à une autorisation préalable des autorités néerlandaises compétentes.

Article III.

Seront considérées comme marchandises roumaines:

toutes marchandises d'origine roumaine ainsi que toutes marchandises qui ont été ouvragées ou transformées en Roumanie de manière suffisamment intensive pour donner à ces marchandises un caractère nettement national.

Article IV.

L'importation aux Pays-Bas de toute marchandise roumaine devra être réglée moyennant le versement du prix d'achat en florins Pays-Bas à un compte global non productif d'intérêts ouvert chez le Nederlandsch Clearinginstituut.

De même l'importation en Roumanie de toute marchandise néerlandaise devra être réglée moyennant le versement du prix d'achat en lei à la Banque Nationale de Roumanie, où il sera porté à un compte spécial florins Pays-Bas non productif d'intérêts en appliquant le cours officiel fixé par la Banque Nationale de Roumanie le jour précédant celui du versement.

Si la dette du débiteur est libellée en une autre monnaie que la monnaie nationale du pays de versement, il devra en verser la contrevaleur, calculée pour le débiteur aux Pays-Bas en appliquant le cours officiel du jour précédent celui du versement à une des Bourses aux Pays-Bas et pour le débiteur en Roumanie en appliquant le cours officiel fixé par la Banque Nationale de Roumanie le jour précédant celui du versement.

Article V.

Afin d'éviter des embarras indésirables, il sera permis de compenser directement les frais inhérents au commerce et

encourus au pays du débiteur, par exemple des frais de transports, droits d'entrée, provisions et commissions pour autant qu'ils soient usantiels et justifiés économiquement.

La Banque Nationale de Roumanie et le Nederlandsch Clearinginstituut devront arrêter de commun accord les modalités d'exécution en ce qui concerne lesdites compensations.

Article VI.

Le Nederlandsch Clearinginstituut et la Banque Nationale de Roumanie échangeront réciproquement sans délai les avis des versements effectués suivant les dispositions des articles IV, VII et IX. La faculté d'effectuer les versements ne sera d'aucune manière, directe ou indirecte, entravée, les débiteurs respectifs ayant la complète liberté de verser les sommes dues, et cela sans frais.

Article VII.

A part du compte spécial mentionné à l'article IV, la Banque Nationale de Roumanie ouvrira un second compte spécial florins Pays-Bas au nom du Nederlandsch Clearinginstituut, auquel seront portées les sommes versées pour satisfaire aux créances néerlandaises arriérées et résultant de l'importation en Roumanie de marchandises, pour autant que ces importations ont été faites par une maison néerlandaise antérieurement au 1er janvier 1935, en appliquant le cours officiel fixé par la Banque Nationale de Roumanie le jour précédant celui du versement.

Si la dette du débiteur est libellée en une autre monnaie que la monnaie nationale roumaine, il devra en verser la contrevaleur calculée en appliquant le cours officiel fixé par la Banque Nationale de Roumanie le jour précédant celui du versement.

Article VIII.

Les sommes versées au compte global chez le Nederlandsch Clearinginstituut seront réparties entre trois comptes spéciaux, non productifs d'intérêts, et cela dans les proportions suivantes:

50 % à un compte spécial A
35 % ,, ,, ,, ,, B
15 % ,, ,, ,, ,, C.

Article IX.

Les avoirs du compte A seront laissés à la libre disposition de la Banque Nationale de Roumanie à charge que ces avoirs soient affectés en premier lieu au paiement par les soins du Nederlandsch Clearinginstituut des créances néerlandaises arriérées ou non, d'ordre financier, pour autant qu'elles ne soient pas réglées autrement suivant un accord qui pourrait intervenir entre les intéressés.

Il est entendu que les avoirs du compte spécial A ne pourront être affectés au paiement des créances d'ordre financier — y compris le service des dettes publiques — qu'à concurrence des 10 % de la valeur totale des exportations roumaines aux Pays-Bas. La Banque Nationale de Roumanie et le Nederlandsch Clearinginstituut se mettront d'accord sur l'admissibilité au règlement des créances.

Dans ce but la Banque Nationale de Roumanie ouvrira un troisième compte spécial florins Pays-Bas au nom du Nederlandsch Clearinginstituut non productif d'intérêts, où seront placées les sommes versées à titre des créances en question en appliquant le cours officiel fixé par la Banque Nationale de Roumanie le jour précédant celui du versement.

Si la dette du débiteur est libellée en une autre monnaie que la monnaie nationale roumaine, il devra en verser la contrevaleur calculée en appliquant le cours officiel fixé par la Banque Nationale de Roumanie le jour précédant celui du versement.

Sont considérées comme créances néerlandaises, arriérées ou non d'ordre financier: toute obligation de paiements non visée aux articles IV et VII du présent Arrangement, qui s'attachent aux Pays-Bas.

Article X.

Les versements visés aux articles IV, VII et IX du présent Arrangement, qui seront effectués par les débiteurs en Roumanie à la Banque Nationale de Roumanie n'auront un caractère libératoire qu'au moment où leurs bénéficiaires respectifs auront effectivement reçu, suivant les dispositions du présent Arrangement, le montant total de leur créance.

Article XI.

Les avoirs du compte B serviront au paiement des créances résultant de l'importation de marchandises néerlandaises en

Roumanie pour autant qu'elles aient eu lieu à partir du 1er janvier 1935.

Article XII.

Les avoirs du compte C, à concurrence de florins Pays-Bas 1.000.000 par trimestre, serviront au paiement des créances néerlandaises arriérées résultant de l'importation de marchandises en Roumanie, sans tenir compte de l'origine de la marchandise, pour autant que ces importations aient été faites avant le 1er janvier 1935 par une maison néerlandaise.

Article XIII.

Chaque trimestre, la première fois le 30 juin 1935, un relevé sera fait du compte C. Au cas où ce relevé démontre un solde passif entre les avoirs de ce compte et la somme de florins 1.000.000 mentionnée à l'article précédant, il sera viré au compte C des avoirs du compte B une somme équivalente à ce solde pour l'anéantir. Au cas où le solde est actif, ce solde sera porté au crédit du compte C du trimestre suivant.

Dans le but de permettre à constater si, par suite des dispositions du présent article, en tenant compte de la totalité des créances auxquelles ce compte est destiné, le compte B démontre un solde passif, un relevé du compte B sera fait en même temps que le relevé du compte C.

Au cas où ce relevé démontre un solde passif, il sera transmis au compte B, des avoirs du compte A, suivant un relevé à faire du compte A également chaque trimestre, une somme équivalente à ce solde pour l'anéantir. Au cas où le solde est actif, ce solde sera porté au crédit du compte B du trimestre suivant.

Article XIV.

A partir du moment où les créances auxquelles serviront les avoirs du compte C auront été amorties, le compte C sera liquidé et la moitié des sommes à placer sur ce compte suivant les dispositions de l'article VIII sera placée désormais sur le compte A et l'autre moitié sur le compte B.

Toutefois il est bien entendu que, en tout cas, à partir du 1er août 1935 la répartition visée à l'article VIII du présent Arrangement sera faite ainsi:

42½ %	au compte	spécial	A
42½ %	,,	,,	,,	B
15 %	,,	,,	,,	C

et cela jusqu'au moment mentionné dans le premier paragraphe du présent article.

Article XV.

Les parties versantes auront toutefois à justifier que leurs versements se rapportent bien à des créances commerciales arriérées, les cas litigieux ou douteux étant à régler de commun accord entre le Nederlandsch Clearinginstituut et la Banque Nationale de Roumanie.

Article XVI.

Les créanciers de dettes arriérées recevront le paiement de leurs créances aux Pays-Bas en florins et en Roumanie en lei d'après l'ordre chronologique des versements effectués par les débiteurs et dans les limites des disponibilités suivant les dispositions du présent Arrangement.

Si des créances se présentaient plus élevées que florins Pays-Bas 50 000 ou si d'autres cas se présentaient où il serait désirable de ne pas suivre l'ordre chronologique susvisé, les deux Gouvernements ou les institutions déléguées par eux pourront se mettre d'accord à ce sujet.

Le Gouvernement roumain s'engage à tenir à la disposition des créanciers roumains la contrevaleur des avoirs portés aux comptes spéciaux visés aux articles IV et VII, ainsi que la contrevaleur des sommes laissées à la libre disposition de la Banque Nationale de Roumanie suivant l'article IX.

Article XVII.

Les deux Gouvernements sont d'accord à favoriser la possibilité de transactions de compensation moyennant la livraison de marchandises par un pays tiers.

Article XVIII.

Si, dans les relations d'affaires entre une maison exportatrice de marchandises roumaines et une maison exportatrice de marchandises néerlandaises, se présentait la possibilité d'une compensation résultant d'une opération d'achat et de vente de marchandises, les deux Gouvernements pourront de commun accord autoriser semblable compensation, après examen de chaque cas particulier.

Les deux Gouvernements susmentionnés devront au surplus, arrêter de commun accord, les modalités d'exécution de ces compensations privées.

Article XIX.

En cas de résiliation du présent Arrangement par l'un des deux Gouvernements, s'il y avait aux comptes tenus par le Nederlandsch Clearinginstituut ou la Banque Nationale de Roumanie un avoir en faveur des exportateurs des pays contractants, cet avoir sera réglé jusqu'à sa liquidation par application des dispositions du présent Arrangement.

Article XX.

Les deux Gouvernements s'engagent réciproquement à respecter les échéances contractées entre les intéressés, pour autant qu'elles soient conformes aux usances.

Artikel XXI.

S'il était créé un office de compensation en Roumanie destiné à reprendre tout ou partie des attributions de la Banque Nationale de Roumanie, les deux Gouvernements se mettraient immédiatement en rapport pour adapter le présent Arrangement à la nouvelle situation.

Article XXII.

Les modalités d'application d'ordre technique du présent Arrangement seront, sous réserve des dispositions de l'article XVIII arrêtées de commun accord entre la Banque Nationale de Roumanie et le Nederlandsch Clearinginstituut.

Les deux Gouvernements régleront par entente mutuelle les difficultés que pourrait soulever l'application du présent Arrangement et dans ce but pourront désigner des délégués.

Article XXIII.

Chaque Gouvernement s'engage à prendre, en ce qui le concerne, les mesures nécessaires pour obliger ses ressortissants à observer les dispositions du présent Arrangement.

Article XXIV.

Le présent Arrangement entrera en vigueur le jour de sa signature. Il restera en vigueur aussi longtemps que l'un des

deux Gouvernements n'aura pas signifié son désir d'y mettre fin, sous préavis d'un mois.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent Arrangement.

Fait à la Haye, en double exemplaire, le 10 février 1935.

MANOLESCU STRUNGA.

STEENBERGHE.

VERTALING.

Clearingovereenkomst tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Roemenië.

Daar de Nederlandsche Regeering en de Roemeensche Regeering het betalingsverkeer tusschen Nederland en Roemenië wenschen te vergemakkelijken zijn ondergeteekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, het volgende overeengekomen:

Artikel I.

De vereffening van de vorderingen, voortvloeiende uit den invoer van Nederlandsche goederen in Roemenië en van Roemeensche goederen in Nederland, zal uitsluitend plaats vinden volgens de hierna omschreven regeling.

Het is wel verstaan, dat, voor zooveel deze overeenkomst betreft, met de uitdrukkingen Nederland en Nederlandsch zoowel het grondgebied van het Rijk in Europa als dat buiten Europa bedoeld wordt.

Artikel II.

Als Nederlandsche goederen zullen worden beschouwd:

a) alle goederen van Nederlandschen oorsprong, zoomede alle goederen, welke in Nederland een zoodanig ingrijpende bewerking of verwerking hebben ondergaan, dat aan deze goederen een duidelijk nationaal karakter kan worden toegekend;

b) alle goederen van niet-Europeeschen oorsprong, welke vóór het inwerkingtreden van deze Overeenkomst het voorwerp waren van een regelmatig handelsverkeer tusschen Nederland en Roemenië en in Roemenië worden ingevoerd door tusschenkomst van een in Nederland gevestigd Nederlandsch handelshuis, mits dit handelshuis ook vóór het in werking treden van deze Overeenkomst dezen handel reeds dreef.

De Nederlandsche Regeering behoudt zich voor, zoolang deze Overeenkomst van kracht is, de verhouding vast te stellen, waarin de twee boven genoemde soorten van goederen tot de clearingregeling, volgens de bepalingen van deze Overeenkomst, zullen worden toegelaten.

Deze Regeering heeft eveneens het recht te bepalen, dat de vereffening volgens de bepalingen van deze Overeenkomst van schuldvorderingen, voortvloeiende uit Nederlandschen uitvoer, onderworpen zal worden aan een vooraf door de bevoegde Nederlandsche autoriteiten te verleenen vergunning.

Artikel III.

Als Roemeensche goederen zullen worden beschouwd:

alle goederen van Roemeenschen oorsprong, zoomede alle goederen welke in Roemenië een zoodanige ingrijpende bewerking of verwerking hebben ondergaan, dat aan deze goederen een zuiver nationaal karakter kan worden toegekend.

Artikel IV.

De invoer in Nederland van alle Roemeensche goederen moet worden vereffend door middel van storting van den koopprijs in Nederlandsche guldens op een rentelooze algemeene rekening geopend bij het Nederlandsch Clearinginstituut.

Evenzoo moet de invoer in Roemenië van alle Nederlandsche goederen worden vereffend door middel van storting van den koopprijs in lei bij de Nationale Bank van Roemenië, alwaar dit bedrag zal worden geboekt op een rentelooze bijzondere guldensrekening, na omrekening volgens den officieelen koers vastgesteld door de Nationale Bank van Roemenië op den dag voorafgaande aan dien der storting.

Indien de schuld van den schuldenaar luidt in een andere munt dan de nationale munt van het land, waar de storting plaats vindt, zoo zal hij daarvan de tegenwaarde moeten storten, berekend voor den debiteur in Nederland volgens den officieelen koers aan een der beurzen in Nederland van den dag, voorafgaande aan dien der storting en voor den debiteur in Roemenië berekend volgens den officieelen koers vastgesteld door de Nationale Bank van Roemenië op den dag, voorafgaande aan dien der storting.

Artikel V.

Teneinde ongewenschte verwikkelingen te voorkomen, is rechtstreeksche verrekening toegestaan van kosten in verband staande met den handel en ontstaan in het land van den debiteur, zooals b. v. kosten van transport, invoerrechten, provisies en commissies, voor zoover deze gebruikelijk en economisch gerechtvaardigd zijn.

De Nationale Bank van Roemenië en het Nederlandsche Clearinginstituut zullen met wederzijdsch goedvinden de wijzen van uitvoering regelen met betrekking tot deze rechtstreeksche verrekeningen.

Artikel VI.

Het Nederlandsch Clearinginstituut en de Nationale Bank van Roemenië zullen wederzijds onverwijld de adviezen der stortingen uitwisselen, welke zijn verricht ingevolge het bepaalde in de artikelen IV, VII en IX. De bevoegdheid om te storten zal op geen enkele wijze, noch direct noch indirect, worden belemmerd; de betrokken debiteuren hebben de volledige vrijheid de verschuldigde bedragen te storten en wel zonder onkosten.

Artikel VII.

Naast de bijzondere rekening, vermeld in artikel IV, zal de Nationale Bank van Roemenië een tweede bijzondere guldensrekening openen ten name van het Nederlandsch Clearinginstituut, waarop zullen worden geboekt de bedragen, gestort ter voldoening van achterstallige Nederlandsche schuldvorderingen, voortvloeiende uit den invoer van goederen in Roemenië, voorzoover deze invoer door middel van een Nederlandsch handelshuis vóór 1 Januari 1935 is tot stand gebracht; als koers van omrekening wordt daarvoor genomen de officieele koers, vastgesteld door de Nationale Bank van Roemenië op den dag voorafgaande aan dien der storting.

Indien de schuld van den debiteur luidt in een andere munt dan de Roemeensche nationale munt, zal hij de tegenwaarde daarvan moeten storten, berekend volgens den officieelen koers, vastgesteld door de Nationale Bank van Roemenië op den dag voorafgaande aan dien der storting.

Artikel VIII.

De bedragen gestort op de algemeene rekening bij het Nederlandsch Clearinginstituut worden verdeeld over 3 rentelooze bijzondere rekeningen, en wel in de volgende verhoudingen:

50 % op een bijzondere rekening A.
35 % ,, ,, ,, ,, B.
15 % ,, ,, ,, ,, C.

Artikel IX.

De op rekening A gestorte bedragen zullen ter vrije beschikking van de Nationale Bank van Roemenië worden gesteld, onder beding, dat deze bedragen in de eerste plaats verbonden zijn ter betaling door middel van het Nederlandsch Clearinginstituut van al dan niet achterstallige Nederlandsche financieele schuldvorderingen, voor zoover deze niet op andere wijze verrekend worden volgens een overeenkomst, welke tusschen belanghebbenden tot stand zou kunnen komen.

Het is wel verstaan, dat de bedragen van de bijzondere rekening A slechts aangewend kunnen worden tot betaling van financieele schuldvorderingen — daaronder begrepen de dienst van de publieke schulden — tot een bedrag van 10% van de totale waarde van den Roemeenschen uitvoer naar Nederland. De Nationale Bank van Roemenië en het Nederlandsch Clearinginstituut zullen zich met elkander verstaan over de toelaatbaarheid van de vorderingen tot deze regeling.

Tot dit doel zal de Nationale Bank van Roemenië een derde rentelooze bijzondere guldensrekening openen ten name van het Nederlandsch Clearinginstituut, waarop geboekt zullen worden de bedragen gestort uit hoofde van de betreffende vorderingen, berekend volgens den officieelen koers vastgesteld door de Nationale Bank van Roemenië op den dag voorafgaande aan dien der storting.

Indien de schuld van den schuldenaar luidt in een andere munt dan de Roemeensche nationale munt, zal hij de tegenwaarde daarvan moeten storten, berekend volgens den officieelen koers vastgesteld door de Nationale Bank van Roemenië op den dag voorafgaande aan dien der storting.

Als Nederlandsche financieele schuldvorderingen, al dan niet achterstallig, worden beschouwd: alle verplichtingen tot betaling, welke niet vermeld zijn in de artikelen IV en VII van deze Overeenkomst en die op Nederland betrekking hebben.

Artikel X.

De stortingen, bedoeld in de artikelen IV, VII en IX van deze Overeenkomst, welke door de schuldenaren in Roemenië bij de Nationale Bank van Roemenië worden verricht, bevrijden den schuldenaar eerst op het oogenblik, dat haar onderscheiden gerechtigden werkelijk het geheele bedrag van hun schuldvordering volgens de bepalingen van deze Overeenkomst hebben ontvangen.

Artikel XI.

De bedragen, gestort op rekening B, zullen strekken tot betaling van schuldvorderingen, voortvloeiend uit den invoer van Nederlandsche goederen in Roemenië, voor zoover deze invoer van 1 Januari 1935 af heeft plaats gehad.

Artikel XII.

De bedragen, gestort op rekening C, tot een bedrag van 1 millioen gulden per kwartaal, zullen strekken tot de betaling van Nederlandsche achterstallige schuldvorderingen, voortvloeiende uit den invoer in Roemenië van goederen, onverschillig van welken oorsprong, voor zoover deze invoer door middel van een Nederlandsch handelshuis vóór 1 Januari 1935 heeft plaats gevonden.

Artikel XIII.

Elk kwartaal, voor het eerst op 30 Juni 1935, zal de stand der rekening C worden opgemaakt. Voor het geval deze een nadeelig saldo aanwijst tusschen de bedragen op deze rekening geboekt en het in het vorig artikel genoemde bedrag van 1 millioen gulden, zal, om het aan te zuiveren, op rekening C, uit de bedragen gestort op rekening B, een bedrag worden overgeschreven, overeenkomende met dit verschil. Voor het geval het saldo actief is, zal dit worden overgeboekt in het credit van de rekening C van het volgende kwartaal.

Teneinde te kunnen constateeren of, tengevolge van de bepalingen van dit artikel, rekening houdende met het totaal bedrag der schuldvorderingen, waarvoor deze rekening is bestemd, de rekening B een passief saldo aanwijst, zal de stand van rekening B gelijktijdig met dien van rekening C worden opgemaakt.

Voor het geval de stand van rekening B een passief saldo aanwijst, zal naar de rekening B uit de bedragen, gestort op rekening A, volgens een eveneens ieder kwartaal op te maken stand van de rekening A, een som, gelijk aan het passief saldo, worden overgeboekt om dit aan te zuiveren. In geval het saldo actief is, zal het worden overgeboekt in het credit van de rekening B van het volgende kwartaal.

Artikel XIV.

Vanaf het oogenblik, dat de schuldvorderingen, waarvoor de bedragen geboekt op rekening C zijn bestemd, zullen zijn ge-

delgd, zal de rekening C worden opgeheven en de helft der bedragen, welke volgens de bepalingen van artikel VIII op deze rekening moeten worden geboekt, voortaan geboekt worden op rekening A en de andere helft op rekening B.

Evenwel is het wel verstaan, dat in ieder geval van 1 Augustus 1935 af de verdeeling, bedoeld in artikel VIII van de onderhavige Overeenkomst, als volgt zal geschieden:

$42\frac{1}{2}$ %	op de bijzondere rekening	A.
$42\frac{1}{2}$ %	,, ,, ,, ,,	B.
15 %	,, ,, ,, ,,	C.

en wel tot op het oogenblik genoemd in het eerste lid van dit artikel.

Artikel XV.

Zij, die stortingen verrichten, zullen evenwel hebben waar te maken, dat hun stortingen dienen tot verrekening van achterstallige goederenschulden, terwijl betwiste of twijfelachtige gevallen met wederzijdsche instemming van het Nederlandsch Clearinginstituut en de Nationale Bank van Roemenië moeten worden geregeld.

Artikel XVI.

De schuldeischers van achterstallige schulden zullen de betaling hunner schuldvorderingen in Nederland in guldens en in Roemenië in lei ontvangen in chronologische volgorde van storting door de schuldenaren en voorzoover er bedragen volgens de bepalingen van deze Overeenkomst beschikbaar zijn.

Indien vorderingen mochten voorkomen van een hooger bedrag dan 50 000 Nederlandsche guldens of indien andere gevallen zich mochten voordoen, waarin het wenschelijk zou zijn de vorenbedoelde chronologische volgorde niet in acht te nemen, zullen de beide Regeeringen of de door haar aan te wijzen instellingen zich te dier zake kunnen verstaan.

De Roemeensche Regeering verbindt zich om ter beschikking van de Roemeensche schuldeischers te houden de tegenwaarde van de, op de bijzondere rekeningen, bedoeld in de artikelen IV en VII, gestorte bedragen, zoomede de tegenwaarde van de bedragen, welke volgens artikel IX, ter vrije beschikking van de Nationale Bank van Roemenië worden gelaten.

Artikel XVII.

Beide Regeeringen zijn het erover eens de mogelijkheid te zullen bevorderen van compensatietransacties, waarbij goederenleveranties door middel van een derde land plaats vinden.

Artikel XVIII.

Indien in de handelsbetrekkingen tusschen een exporthuis van Nederlandsche goederen en een exporthuis van Roemeensche goederen de mogelijkheid zich voordoet van een compensatie van vorderingen, voortvloeiende uit koop en verkoop van goederen, zoo kunnen beide Regeeringen in gemeen overleg een dergelijke compensatie goedkeuren na onderzoek van elk afzonderlijk geval.

Beide Regeeringen zullen bovendien in gemeen overleg de wijze van uitvoering van deze particuliere compensatietransacties moeten vaststellen.

Artikel XIX.

Indien in geval van opzegging van deze Overeenkomst door een van de beide Regeeringen, op de rekeningen bij het Nederlandsch Clearinginstituut of de Nationale Bank van Roemenië een tegoed ten gunste van de exporteurs van de verdragsluitende landen mocht bestaan, zal dit tegoed geheel worden vereffend onder toepassing van de bepalingen van deze Overeenkomst.

Artikel XX.

Beide Regeeringen verbinden zich wederkeerig de tusschen belanghebbenden overeengekomen vervaltermijnen te eerbiedigen, voor zoover deze in overeenstemming zijn met de bestaande gewoonten.

Artikel XXI.

Indien in Roemenië een vereffeningsbureau mocht worden opgericht, bestemd om geheel of gedeeltelijk de aan de Nationale Bank van Roemenië toegekende functies over te nemen, zullen beide Regeeringen zich onmiddellijk met elkander in verbinding stellen teneinde deze Overeenkomst aan de nieuwe situatie te doen aanpasen.

Artikel XXII.

De technische uitvoering van deze Overeenkomst zal, behoudens het bepaalde in artikel XVIII, in gemeen overleg tusschen

de Nationale Bank van Roemenië en het Nederlandsch Clearing-instituut worden geregeld.

De beide Regeeringen zullen in wederzijdsche overeenstemming de moeilijkheden regelen, welke de toepassing van deze Overeenkomst zou kunnen medebrengen en kunnen te dien einde vertegenwoordigers aanwijzen.

Artikel XXIII.

Elke Regeering verbindt zich, voorzoover haar betreft, de noodzakelijke maatregelen te nemen om haar onderdanen te verplichten de bepalingen van deze Overeenkomst in acht te nemen.

Artikel XXIV.

Deze Overeenkomst treedt in werking op den dag van haar onderteekening. Zij zal van kracht blijven, zoolang niet een der beide Regeeringen haar verlangen te kennen zal hebben gegeven haar te beëindigen, met inachtneming van een opzeggingstermijn van één maand.

Ter oorkonde waarvan de ondergeteekenden deze Overeenkomst hebben onderteekend.

Gedaan in tweevoud te 's-Gravenhage, den 10den Februari 1935.

MANOLESCU STRUNGA.

STEENBERGHE.